

Agresions physiques, verbales, viols...

Les femmes, premières victimes des violences

LE 25 JANVIER DERNIER, SE SONT tenues à la Sorbonne, les Assises nationales contre les violences envers les femmes. Nicole Péry, secrétaire d'État aux droits des femmes et à la formation professionnelle, ouvrait la séance en insistant sur l'importance de faire connaître l'ampleur et la nature des violences envers les femmes. En effet, les violences envers les femmes ne sont ni des accidents ni des fatalités. Ni des accidents puisqu'elles s'enracinent dans les rapports sociaux de sexe et dans la domination séculaire qu'exercent les hommes sur les femmes. Ni des fatalités car des femmes osent dire non, luttent et s'entraident pour reconstruire leur dignité.

C'était aussi l'occasion de donner quelques résultats de l'enquête menée par Maryse Jaspard et Elizabeth Brown portant sur les violences envers les femmes en France. L'objectif de l'enquête nationale était de cerner l'ampleur et la fréquence de l'ensemble des violences envers les femmes, dans tous leurs cadres de vie, géographiques et sociaux, au cours des douze mois précédant l'étude, mais tout au long de la vie pour les victimes de violences physiques et sexuelles. L'enquête a concerné près de 7 000 femmes, âgées de 20 à 59 ans, interrogées par téléphone entre mars et juillet 2000.

Une femme sur dix est victime de violences conjugales

Au niveau de l'espace public, les agressions les plus fréquentes sont verbales ou bien ce sont des cas de femmes suivies dans la rue, à qui sont faites des avances ou qui subissent des agressions sexuelles. Les femmes sont d'autant plus touchées qu'elles sont jeunes et citadines. Les agresseurs sont souvent des hommes inconnus. Notons qu'un auteur d'agression physique sur cinq est une femme.

Sur le lieu de travail, ce sont les pressions psychologiques qui sont les plus fréquentes. Le harcèlement moral commence souvent par un harcèlement sexuel. Un cinquième seulement des faits de harcèlement sexuel est commis par un supérieur hiérarchique. On observe une décroissance des violences

en fonction de l'âge des femmes concernées mais cette décroissance est moins rapide qu'au niveau de l'espace public.

Au foyer, les violences sont liées à l'âge des femmes, les plus jeunes étant touchées deux fois plus que les autres. Les violences revêtent diverses formes : agressions et violences verbales, pressions psychologiques, agressions physiques, agressions sexuelles pouvant aller

pas été concernées par l'enquête nationale. Or ces deux catégories d'âge subissent aussi maintes violences, dont le viol. Parole encore plus taboue. Les violences sont souvent corrélées dans leurs fondements et leurs conséquences à des discriminations directes ou indirectes dans la formation ou la carrière professionnelle, ce qui dépasse largement les blessures physiques. Par ailleurs, les vio-

le crâne de toutes les générations par des concepts comme « l'étranger », « la compétitivité », « le pouvoir », « la nature humaine », penser une seule seconde que garçon ou fille, homme ou femme, échapperont à s'engager dans le racisme, la guerre, la religion, les compétitions sportives, les start up, la hiérarchisation des individus et des idées ou même la mode.

ser les violences faites en grande partie envers les femmes?

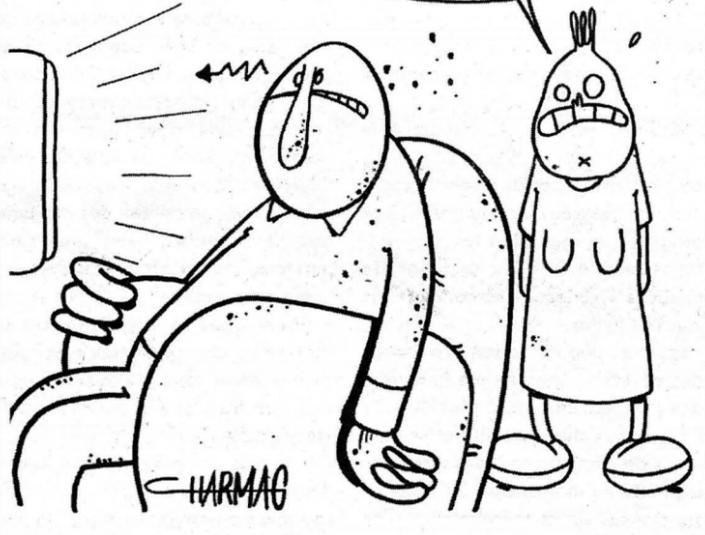
Les associations d'aide aux femmes réalisent un travail très important non seulement en terme de secours d'urgence mais aussi pour permettre aux femmes de libérer leur parole et pouvoir se remettre sur le chemin de la vie. Il convient de souligner aussi le travail entrepris par les quelques trop rares associations d'aide aux hommes pour les amener à se libérer de leurs « contraintes » viriles. Tout un travail d'éducation des femmes pour développer leur estime d'elles-mêmes, après les violences subies, et d'éducation des hommes pour reconnaître leur responsabilité et se reconstruire en respectant chacun et chacune, est indispensable, mais ne suffit pas.

Tant que la guerre, le commerce et le pouvoir seront de ce monde, le regard porté à autrui se nourrira de haine et non pas d'entraide pour l'épanouissement de toutes et de tous.

Hélène Hernandez. — groupe Pierre Bernard

CHAMPIONNAT, COUPE DE FRANCE,
COUPE DE LA LIGUE, LIGUE DES CHAMPIONS

QUATRE FOIS
PLUS DE CHANCES
DE SE FAIRE COGNER!



jusqu'au viol. Une femme sur dix a été concernée par une violence conjugale au cours de l'année.

La parole est libératrice

L'enquête permet de comptabiliser qu'environ 50 000 femmes de 20 à 59 ans auraient été victimes de viol en 1999. Les deux tiers des femmes qui ont parlé de violences sexuelles au cours de la vie l'ont fait pour la première fois lors de l'enquête. Le silence est encore de règle dans de nombreux cas alors qu'il est montré que la parole est libératrice de la culpabilité engendrée par la violence : un tabou qui a la vie dure.

Lors des Assises, d'autres paroles ont rappelé que les filles de moins de 20 ans et les femmes de plus de 60 ans n'ont

lences envers les femmes ne sont infligées que parce que la victime est justement une femme. A ce propos, rappelons que le mouvement féministe a su sortir la problématique de la violence, de l'espace privé vers une prise de conscience sociale. La violence n'est pas une problématique individuelle mais le reflet de structures sociales intériorisées. La culpabilité est un passage obligé, qui devrait être temporaire, la honte ne favorisant pas les échanges, et déboucher sur l'ébauche d'une tentative relationnelle pour reconstruire un corps parlant et se reconstruire comme sujet.

Mais au-delà des axes d'action possible à mettre en place et annoncés lors des Assises, ne doit-on pas recontextualiser les violences pour en comprendre les racines. Comment, quand on bourre

Une violence capitaliste et patriarcale

Les fondements du capitalisme et du patriarcat se fécondent mutuellement, renforcés par les religions et les doctrines. Y a-t-il vraiment une grande différence entre « Ne pleure pas, t'es pas une fille » et vouloir être le « premier leader mondial » sur un plan économique, artistique ou idéologique? Peut-on penser encore que les messages publicitaires qui s'insinuent dans nos têtes au gré des murs, des spots télévisuels ou des pages internautes, ne participent pas à banali-

EDITORIAL

Christian Estrosi, député RPR des Alpes-Maritimes a qualifié les bandes de jeunes qui se sont affrontés à la Défense de « nouveaux barbares ». Jacques Chirac trouve quant à lui que la responsabilité des parents est première. De brillants commentateurs politiques nous avance que puisque le chômage régresse, la violence sociale devrait normalement diminuer. Comme elle augmente (tous délits confondus, de l'infraction de la route à l'agression physique), il faut en tirer les conséquences, ces jeunes ont définitivement besoin d'être fliqués.

Jospin et son gouvernement décident alors de répondre aux angoisses des Français, des bons Français, ceux qui savent se tenir et courber la tête, et de créer 1000 postes de gardiens de la paix et 5000 emplois-jeunes en fonction d'adjoint de sécurité.

Alors voilà, comme d'habitude, on règle le problème de la délinquance en enfermant les délinquants, en fliquant chaque jour davantage les populations des quartiers populaires, en accusant les parents. Mais on oublie toujours le principal : le chômage régresse proportionnellement à la hausse de la précarité, l'école a arrêté de faire figure d'ascenseur social, et les parents ne sont pas propriétaires de leurs enfants.

Les jeunes qui sont touchés par les mesures gouvernementales présentent en effet une double contrainte : ils sont souvent en difficulté scolaire, au chômage ou en précarité et ne représentent donc pas une population très intéressante puisqu'ils rapportent peu ont besoin d'aides sociales pour vivre. Ils pourraient être une cible passionnante pour les humanitaires de l'animation et autres grands cœurs sentant bon le chrétien de gauche. Mais contrairement à d'autres, ils ne sont pas assez dans la misère pour ne pas ouvrir leur gueule. Et ils ne sont pas assez stupides pour ne pas s'apercevoir que tout ce qu'on leur propose c'est du bidon. D'où la matraque à côté de la carotte. D'où la répression sans cesse accrue, et la violence en face qui se transforme mais qui garde ses racines. Et ce qui se passe aujourd'hui dans les quartiers périphériques populaires n'évite pas le reste de la ville. Si nous ne voulons pas de Big Brother, occupons nous de lui aujourd'hui, avant qu'il n'envahisse entièrement notre quotidien.



Et si le rapport Lugano donnait raison aux anarchistes ?

UN LIVRE EST SORTI AU COURS du premier semestre 2000, « Le Rapport Lugano ». À travers cette « fiction factuelle », dont les éléments sont puisés aux meilleures sources, l'objectif de son auteur, Susan George, est, en se mettant dans la peau de l'adversaire, d'identifier les menaces qui pèsent sur le capitalisme au XXI^e siècle, et d'analyser les stratégies susceptibles de permettre à ce système de renforcer son emprise sur l'ensemble de la planète. De l'aveu même de ceux qui tentent de le pérenniser, le système capitaliste court un réel danger (enfin une bonne nouvelle!).

Des menaces précises

Le déséquilibre écologique : parce que les pressions exercées sur elle par les économies capitalistes sont considérables, la nature devient le plus grand obstacle pour l'avenir de ce système. Très rapidement, le niveau d'activité va atteindre les limites de ce que peut supporter la biosphère, et mettre en danger la capacité de la planète à entretenir la vie (couche d'ozone, changements climatiques, multiples pollutions, épuisement des sols et de certaines zones de pêche...).

Les révoltes sociales : parce que sa fonction est de creuser les écarts, le capitalisme crée lui-même un seuil au-delà duquel les conditions de vie du plus grand nombre le mettent en péril. Chômage chronique, stagnation des salaires, précarité, dégradation des services publics, sentiment d'insécurité, effritement du tissu social... augmentent les risques d'explosion sociale.

Le capitalisme crapuleux : les activités criminelles à grande échelle peuvent saper les fondements de l'activité économique « légitime », « légale » (les termes sont de l'auteur). De vastes zones de la planète échappent aujourd'hui à la juridiction des Etats, d'autant que les moyens financiers des gangs, des mafias leur permettent d'acheter des membres des gouvernements nationaux. Le risque, pour une crapule « légitime », c'est d'en rencontrer une « illégitime », plus sordide encore!

L'effondrement financier : les marchés financiers sont par définition instables. Ceux qui détiennent d'importantes parts des obligations gouvernementales peuvent retirer ces investissements à la moindre alerte, entraînant une perte considérable des réserves financières. Des pans entiers de l'économie s'appuient sur du papier ne représentant que des valeurs purement nominales. Les risques d'un accident financier majeur, à côté duquel la crise de 1929 pourrait paraître banale, n'ont jamais été aussi élevés.

Le crime banalisé

Face à ces menaces, le capitalisme doit se prémunir. Il l'envisage sans faiblesse. Il ne s'agit pas de vagues élucubrations, mais bien d'un programme élaboré avec minutie, d'une logique terrifiante mise en œuvre avec le plus grand cynisme, d'un projet assassin froidement méthodique (et à ceux qui brandiraient l'étendard de la paranoïa, il faut rappeler que déjà des centaines d'enfants de la rue, au Brésil, en Colombie ou aux Philippines ont été abattus par les « forces de l'ordre » pour « nettoyer » les villes, ou que plusieurs millions de jeunes femmes ont déjà été stérilisées de force ou à leur insu, en Inde, au Brésil et ailleurs). Faute d'avoir pu construire un socialisme libertaire, nous sommes déjà aux portes de la barbarie!

Actuellement de six milliards, la population atteindra sept milliards en 2008, huit milliards en 2020 ; la stabilisation n'intervenant qu'entre 2050 et 2075, autour de dix à douze milliards. Or les tenants du néolibéralisme affirment que ce système ne peut intégrer une population mondiale supérieure à six milliards ; le capitalisme ne peut continuer à tolérer la présence de milliards d'humains « superflus », « surnuméraires », devenus pour lui un « fardeau » ! Si, au XXI^e siècle, le capitalisme ne peut fonctionner de manière optimale selon les conditions démographiques prévisibles, alors ce sont ces conditions qu'il faut modifier ! La question n'est donc plus de savoir si ce système doit provoquer une baisse de la popula-

tion, mais comment il va s'y prendre ! Partant des six milliards d'habitants de l'an 2000, le but est de ramener ce chiffre à quatre milliards en vingt ans. Il faut réduire la population de 100 millions d'unités par an pendant deux décennies : les neuf dixièmes, au moins, de cette réduction devant avoir lieu dans les pays les moins développés. Les moyens sont à la hauteur des ambitions.

par un programme de vaccinations notamment, évite la mort de cinq millions d'enfants par an. On peut favoriser la propagation des maladies infectieuses et parasitaires (tuberculose, malaria). On peut décourager l'emploi de médicaments génériques, qui ont l'inconvénient de réduire le coût des traitements. On peut aussi accroître la dépendance au tabac dans les pays du tiers monde (deux millions de décès par an en relation

faire leur panoplie : remettre à l'ordre du jour l'AMI, provisoirement stoppé par la mobilisation de l'opinion ; recourir massivement aux technologies de l'information pour renforcer la surveillance et l'infiltration de toutes les formes d'opposition. Leur avertissement est clair : il faudra considérer la « démocratie » comme une parenthèse de deux siècles entre des formes différentes de régimes nécessairement plus autoritaires ! Cela suffira-t-il pour que le capitalisme ne devienne pas un « mouvement historiquement suicidaire » ?

Ravageons le capitalisme

On ne peut qu'être reconnaissants envers S. George (politologue, acteur essentiel des mouvements contre l'AMI et l'OMC, auteur de plusieurs livres) pour le travail accompli. On ne peut, par contre, en tant qu'anarchistes, la suivre dans son rôle de vice-présidente de l'association Attac. Alors comment prétendre réguler une dynamique aussi puissante, incompressible, puisque tout mécanisme de redistribution ne peut qu'être dérisoire par rapport à la faculté de reconstitution des gains permise par l'activité spéculative (comment expliquer, sinon, l'accroissement continu des inégalités ?). S. George, auteur du Rapport Lugano, démontre elle-même clairement que S. George, vice-présidente d'Attac, est à côté de la plaque!

Quel sens peuvent avoir des élections politiques quand tout se décide au sein de sociétés occultes, d'organisations secrètes ou de conseils d'administration des multinationales et des banques ? Alors que les Etats n'ont pas les moyens (même s'ils en avaient la volonté) de s'opposer aux flux gigantesques de capitaux (1300 milliards de dollars sont échangés chaque jour sur la planète), alors qu'ils subissent la loi des multinationales qui investissent et délocalisent à leur gré, comment croire que des citoyens, incapables présentement de gérer la moindre commune, pourraient effectuer un contrôle « citoyen » des structures monstrueuses de l'économie mondiale, l'OMC en l'occurrence ? Il faut en finir avec cette illusion que l'on peut tempérer les excès du capitalisme, puisque celui-ci ne peut produire que des excès. La seule manière de faire disparaître un effet, c'est d'en supprimer la cause. Et si le « Rapport Lugano » donnait raison aux anarchistes ?

Jean-Pierre Tertrais
groupe La Commune (Rennes)



- diviser : non seulement neutraliser tout effort de solidarité, mais exploiter les suspicions, entretenir la haine, créer l'hostilité entre les groupes, grâce notamment à la « politique identitaire », attiser les particularismes, qu'ils soient sexuels, raciaux, religieux, ethniques, ériger des ghettos, multiplier les provocations, exacerber les tensions de manière à générer des conflits, des guerres civiles.

- affamer : une réduction provoquée des réserves contribue à la hausse des prix et rend donc plus difficile l'accès aux denrées alimentaires ; une aide alimentaire judicieusement expédiée au moment où les récoltes sont mises sur le marché engendre un effondrement des prix pour les petits producteurs locaux.

- propager la maladie : la faim et la malnutrition préparent déjà le terrain aux maladies, mais ce n'est pas suffisant. On peut facilement perturber, ou interrompre, les activités de l'UNICEF (et d'autres ONG) qui,

avec le tabagisme dans les années qui viennent, ce sera toujours ça de pris !). On peut encore faire payer cher (en privatisant notamment) des services tels que l'approvisionnement en eau, la collecte des eaux usées et des ordures pour les rendre hors de portée des habitants des bidonvilles, des quartiers pauvres, autant de facteurs aggravants de maladie.

- développer la « prévention » : mettre en œuvre à grande échelle, évidemment sans le consentement des femmes, des programmes de stérilisation.

Comme ils ne peuvent être suspects d'amateurisme, les défenseurs du capitalisme n'omettront pas de par-

lemonde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	45 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	105 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	195 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	350 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse

Code postal Ville
Pays A partir du n°(inclus).

Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : J. Toublat
Service abonnement : 02 35 84 27 17
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay).
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion N.M.P.P.

Souscription Monde libertaire

Janvier 2001 : Morales P : 400 F ; Bes P : 250 F ; Hardy R : 150 F ; Jule : 100 F ; Stas J : 70 F ; Gadonna, Bouzignac C, Calas S, Rappe D, Passicot, Grassler, Pilote D, Vignolo S, Lenoir H, Thouery J-M, Soisson J-M, Malouvier O, Mulet P, Larose C, Moal X, Hesto P, Ragheboom H, Gregoire J, Bouzin P : 50F ; Payen : 15 F.
Total = 1935 F.

Soutien par prélèvement automatique :
Giraud-Chevignier : 300 F ; Les amis de Pierre-Besnard : 150 F ; Thierry Benoit, Hernandez, Alepuz, Zuate y Zubert D, Aumenier, Cabanettes, Perret, Peyraut, Etchegoren, Bedos, Claude, Carriere, Garcia Abadillo, Abassof, Zuate y Zuber M, Guemene, Pivert, Velson, Deconinck, Eytard : 100 F ; Saintier : 75 F ; Maier, Hedou, Legois, Martin, Duguay : 50 F ; Cordelet : 30 F ; Pivert : 25F ; Millot : 20 F ; Cornic : 10 F.
Total = 2860 F.

18, 25, 30 janvier...

3 journées d'action... et après ?

EN 1993, DANS UN CLIMAT d'apathie et de résignation, sa suffisance Balladur, alors Premier ministre, portait à quarante annuités de travail le temps de cotisation nécessaire pour obtenir une retraite à taux plein, et ce, pour tous les travailleurs du « privé ». En 1995, droit dans ses bottes, le psychorigide Juppé tenait à sa façon les promesses du président de réduire la fracture sociale. On

sait ce qu'il advint de cette partie de son génialissime projet. Au bilan, si les retraites des fonctionnaires furent sauvées, le reste du plan passa faute de n'avoir pas pu concrétiser en actes le rejet massif qu'il suscitait.

Des leçons pas apprises...

Quelques années plus tard, il semble que les leçons que le mouvement

social en a tirées soient passées aux oubliettes de son histoire. Et que les plus amnésiques soient encore les organisations syndicales représentatives et leurs valeureux dirigeants. Parce que dans le genre on refait les mêmes erreurs (pour rester poli), champion ! Passe encore pour la journée du 18 janvier, là, on est dans le classique ordinaire de la bureaucratie syndicale, rien que du très banal. On fait mine de mobiliser pour les salaires, on roule des mécaniques et on joue les gros bras musclés, tout en ne s'en donnant pas les moyens et en entretenant la confusion dans les mots d'ordre, journée d'action, grève-pas grève etc., comme si dans le passé le genre presse-bouton avait donné des résultats probants. Mais quand le Baron et toute sa clique du MEDEF, Kessler en tête et le lobby des assurances derrière, poussent le bouchon de leur refondation-destruction sociale jusqu'à évoquer 45 annuités, il y a un minimum de réactions à assurer, non ? Alors, aller le 25 janvier de nouveau s'enfermer dans une journée d'action inter-professionnelle, c'était oublier le "tous ensemble" de la grève générale (reconductible) qui ne pouvait être que la seule riposte à la hauteur des enjeux.

Plus personne n'est dupe !

Il y a belle lurette que les travailleurs ont compris que la mondialisation n'est qu'un prétexte à les pressurer davantage. Quand ils entendent par exemple que Danone, cas le plus récent, qui fait du bénéfice, va pourtant licencier, c'est clair. Le coup de la crise, de la modération salariale pour supporter la concurrence et sauver les emplois, ils n'y croient plus. Par contre, de là à reprendre le

chemin de la lutte, c'est une autre paire de manches. Entre le désenchantement, le fatalisme et ces mauvaises habitudes dues à la crainte du chômage de déléguer la grève à ceux qui étaient plus « protégés », comme les fonctionnaires ou les grosses entreprises publiques, c'est sûr que les conditions ne sont pas des plus favorables, malgré le retour de la croissance et une petite embellie sur l'emploi. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la criminalisation du mouvement social refait surface, un regain des luttes n'est pas supportable pour la World Company. Le dernier exemple en date est le licenciement de cinq tramotots grévistes à Rouen. Raison de plus pour saisir les occasions quand elles se présentent.

Comme d'habitude (air connu)

Encore une fois, les organisations syndicales ont raté le coche. Alors qu'il y avait un front quasi uni (même la CFDT continue pour l'instant de dire non au MEDEF), elles ont entretenu la confusion sur la journée du 25, en ajoutant une autre spécifique à la fonction publique pour le 30 ! Et les fédérations de fonctionnaires en portent une lourde responsabilité. À croire qu'il fallait jouer le jeu du gouvernement gauche plurielle sur les retraites, et pour ne pas que ça soit trop voyant, l'interpeller sur les salaires. Comme si les propo-

sitions patronales ne concernaient que ceux du secteur privé, comme si les fonctionnaires pourraient tenir à 37 annuités et demie, alors que le reste des salariés serait à 42 voire 45 ans !

Offensive !

Au vu de la situation, on peut légitimement se demander s'il y a, de la part des organisations syndicales, trop liées à la gauche, une volonté réelle d'en découdre. Ces journées d'action auraient plutôt une fonction d'exutoire, permettant d'évacuer à bon compte les mécontentements. Il est évident que ce n'est pas en allant à la bataille en ordre dispersé, chacun dans son coin, qu'on y arrivera. Pour l'instant, on ne prend pas le bon chemin pour (re) construire le rapport de force suffisant pour faire plier État et patronat. Et pourtant l'heure doit être à la reprise de l'offensive, une conjoncture favorable, une montée en puissance du mouvement social, ça se construit. C'est le moment ou jamais de retourner la situation, et la seule réponse possible pour mettre en pièces les dispositions de l'État et du MEDEF, c'est encore et toujours la grève générale reconductible, c'est ce à quoi il faut aboutir, c'est pour elle qu'il faut préparer les esprits, mobiliser. Il faut que les travailleurs montrent leur unité et leur force.

Eric Gava. - groupe de Rouen



Montpellier, 8 février

Soutien aux inculpés du C.I.R.A.D.

LE 8 FÉVRIER SE DÉROULE À MONTPELLIER LE PROCÈS DE René Riesel (ex-secrétaire national de la Confédération paysanne, démissionnaire en mars 1999), de José Bové (porte-parole de ce même syndicat) et de Dominique Soulier (militant de la Confédération paysanne de l'Hérault).

Tous trois sont accusés d'avoir participé, en juin 1999, à la destruction de plants de riz transgénique expérimental appartenant au C.I.R.A.D (centre international pour la recherche en agronomie et le développement).

Cette action avait eu lieu dans le cadre du passage à Montpellier de la caravane intercontinentale initiée par le syndicat des paysan-ne-s indien-ne-s (le K.R.R.S). À cette occasion, un certain nombre d'associations locales et d'individus s'étaient mobilisés.

Contrairement à la confédération paysanne qui rapproche fortement cet événement de ceux qui vont se dérouler les 15 et 16 février (procès contre J. Bové et des militants de la C. P suite au démontage d'un chantier de MacDo à Millau), le procès du 8 n'est pas simplement une action de dénonciation de la mondialisation imposée par les transnationales car il met en jeu la question majeure de la responsabilité des États, en tant que complices et piliers du capitalisme.

Qu'est-ce qui était visé à travers le sabotage d'un riz transgénique dans les locaux du C.I.R.A.D ?

La mise en accusation de la recherche publique comme complice des industriels ; la mainmise des gouvernants

politiques et économiques sur la recherche, et de fait, sur nos vies ; le refus de cette soumission ; le droit de choisir quelles finalités on veut donner à la recherche, au progrès et quels moyens on se donne pour atteindre ces buts en matière d'environnement, de santé, de technique, de qualité de bouffe, de vie, en matière de liberté ?

Et c'est bien à cet endroit là qu'en tant qu'anarchistes, nous nous sentons plus proches de ce type d'action qui se démarque du discours réformiste.

Car si on en est là, c'est bien grâce aux États, qui ont légiféré, instauré des accords, financé un certain type de recherche. C'est bien l'État qui à travers ses chiens de garde a inculpé des militant-e-s et qui ne cessent de mater toute contestation (Prague, Nice, sans-papiers...). C'est bien l'État qui essaye aujourd'hui de grignoter les acquis sociaux gagnés par des luttes sociales passées sous couvert de « modernisation, d'adaptation et d'efficacité ». Qu'avons nous choisi ? RIEN.

Nous serons présents le 8 février par solidarité envers les militants qui subissent la répression policière étatique.

Nous y serons aussi pour dénoncer les solutions réformistes, cercueils de nos illusions, dire non à la logique du profit et revendiquer une société basée sur la recherche de la liberté s'appuyant sur la répartition équitable des ressources et la solidarité.

Groupe Un autre Futur (Montpellier)

Faits d'hiver
De la non servitude
volontaire

Pourquoi, comment ? Même quand ils se retrouvent à genoux, il y a des individu-e-s qui n'acceptent pas l'humiliation !

Il porte un nom bien de chez nous. Pineau (ça ne s'invente pas). Il est facteur à La Rochelle. Il est diabétique. Shooté à l'insuline. Et, pour cause de crises d'hypoglycémie, il est incapable de supporter des charges de travail trop lourdes.

Jusqu'à il y a peu, il travaillait au garage de la Poste, à l'entretien des véhicules, et ça se passait très bien.

Et puis, restructuration oblige, il s'est retrouvé facteur avec des kilos et des kilos de courrier à distribuer.

Les cheffailons ont été avertis de son état et n'ont pas cru bon d'en tenir compte.

Ou ils ont cru bon de ne pas en tenir compte.

Ah, mais !

Michel Pineau, tout seul, sans le secours de qui et de quoi que ce soit, a donc décidé de s'insurger contre l'ordinaire de l'humiliation et de l'imbécillité.

Le 20 janvier 2001, à 6 heures du matin, rue des Templiers, il s'est, donc, installé dans une tente, devant la Poste, histoire de signifier à sa hiérarchie que ça suffisait comme ça.

Un super papier de la belle Isabelle dans *Sud-Ouest* du lendemain, et M. le directeur départemental, en personne, venait éteindre le début d'incendie.

Michel Pineau, en effet, comme hier un Dominique Lestrat bien de chez nous, est de ces individus qui, pour n'être qu'un « simple » prolo, se refusera toujours à accepter l'inacceptable.

À telle enseigne qu'il y a quelques mois, alors qu'on ne lui avait pas fourni de tenue de facteur, il s'était présenté en pyjama à l'embauche, annonçant son intention de distribuer le courrier en l'état s'il n'obtenait pas, tout de suite, sa tenue.

Comme Beregovoy, hier, la Poste a, donc, préféré mettre les pouces.

Contre un Pineau ou un Lestrat, ce sera, en effet, toujours perdu d'avance.

Camarades revendicatifs petites mains et gros sabots avant-gardistes made in certitudes en l'incapacité du peuple à... je vous laisse réfléchir là dessus !

Jean-Marc Raynaud

L'impossible recyclage du nucléaire

ARMES À L'URANIUM APPAUVRI et des guerres vendues comme « propres » qui se révèlent évidemment ignobles, comme toutes les guerres; transports dangereux de combustibles destinés ou en provenance du retraitement, le dossier nucléaire est décidément empoisonné mais reste toujours aussi complexe pour le citoyen lambda. D'où une petite mise au point nécessaire de temps à autre...

Au début, il y a le plutonium

Rappelons rapidement la genèse du programme nucléaire, d'abord il s'est agi de produire du plutonium à usage militaire puis, et, on l'oublie trop souvent, du plutonium à usage civil pour la production d'électricité: le parc électronucléaire d'aujourd'hui n'a en effet rien à voir avec le parc prévu au début du programme. Les centrales nucléaires que nous connaissons n'étaient à l'origine qu'un simple moment de développement, ces centrales permettent de produire de l'électricité certes mais surtout elles « produisent » de l'uranium appauvri (en amont) et du plutonium (en aval), or tout le but du jeu était de récupérer ces matières pour les « brûler » dans les géniaux surgénérateurs, qui eux-mêmes auraient produit leurs propres combustibles: après le mouvement perpétuel, l'énergie perpétuelle... Passons sur les milliards engloutis et les années de travail perdues, il se trouve que les surgénérateurs cela ne marche pas! Et donc le plutonium et l'uranium appauvri sont passés du statut de « produits » à celui de « déchets », enfin presque, car c'est un tel déshonneur que les têtes pensantes du nucléaire ne peuvent s'y résoudre et les recherches continuent (signalons au passage que le budget public, c'est-à-dire nos impôts comme dirait l'autre, y participe majoritairement), ces matières ne sont donc pas classifiées officiellement comme déchets... Entre temps il faut bien essayer de valoriser, au sens économique, ce qui n'est ni un produit ni un déchet d'où quelques problèmes qui se nomment: retraitement et obus à uranium appauvri.

Le recyclage bidon

Les actions militantes récentes de Greenpeace en France (tentatives de blocage de divers transports issus ou destinés au retraitement) ne sont pas seulement liées au factuel, c'est à dire le transport de MOX de la Hague vers le Japon ou le transport de combustible irradié des Pays bas vers la Hague, mais au bras de fer qui se déroule actuellement, autour du problème du retraitement, entre plusieurs partenaires aux intérêts différents, soit: EDF, les Verts du gouvernement, la COGEMA, le CEA et Framatome (pour les trois derniers, des sociétés à capital majoritaire de l'État, grosso modo: la première s'occupe du combustible, la deuxième de la recherche et développement et, directement issue du domaine militaire, représente la clé

de toute évolution du nucléaire en France, la troisième s'occupe de la construction des centrales). Schématiquement on peut dire que le retraitement consiste à trouver une occupation à des milliers de travailleurs et à des milliards de francs de capitaux avant que quelqu'un décide si ce qui sort d'une centrale nucléaire (le combustible usé) est un « produit » ou un « déchet »! Des procédés industriels ont été mis en route pour retraiter ces combustibles usés afin d'en isoler du plutonium, lequel devait servir de combustible aux fameux surgénérateurs mais comme (voir plus haut) il n'y a plus de surgénérateur, que faire? (comme disait Vladimir, eh bien du MOX! Le MOX est un nouveau combustible génial (pour faire simple

la responsabilité directe du retraitement, elle voit, outre EDF qui grogne de plus en plus fort, ses clients étrangers se défilier à grande vitesse d'où gros problèmes financiers à l'horizon. L'activité industrielle du retraitement est ainsi en danger mortel. Alors on restructure et on concentre en attendant les décisions politiques. En décembre 2000, le ministre des Finances, Fabius, annonce la création d'un grand pôle industriel du nucléaire où fusionneront CEA-Industrie, la COGEMA et Framatome (celle-ci ayant prudemment réussi son propre recyclage en développant le secteur connectique non lié au nucléaire). Le but officiel: mettre de la cohérence, le but réel: noyer les pertes et profits dans la masse

Certes Greenpeace est une organisation efficace et à l'abord sympathique mais sa stratégie « business » est très élaborée: toute action de Greenpeace doit être valorisée comme telle et ne pas se mélanger avec des actions de collectifs divers, ceci afin que les donateurs qui font vivre l'organisation identifient bien l'objet de leurs dons financiers... Pour les Verts, qui n'arrivent plus à assumer leurs reniements successifs devant les militants antinucléaires, Greenpeace permet une activité sur le terrain, gênante pour le lobby nucléaire tout en laissant les groupes ou collectifs militants hors du coup. Business is business!

L'armée recycle

Revenons à l'uranium appauvri qui a fait la une des journaux ces derniers temps, l'uranium appauvri est ce qui reste sur les bras de l'industrie nucléaire après l'enrichissement de l'uranium naturel à l'amont du cycle du combustible (le plutonium se trouvant à l'aval, dans le combustible irradié). Toujours dans la perspective de son utilisation dans un surgénérateur de rêve, l'uranium appauvri n'est pas officiellement considéré comme

un déchet (124 K tonnes sont ainsi entreposées en France sans être classifiées comme « déchets » nucléaires). Depuis la guerre du Golfe on sait que les militaires ont désormais trouvé une solution à ce dilemme, produit valorisable ou déchet. Voilà une bonne valorisation d'un produit: des obus par centaines et par milliers...

Le scandale de la guerre vendue comme « propre » commence à prendre de l'ampleur, mais il y a derrière tout le problème de l'implication du nucléaire dit « civil ». Si celui-ci se défend en France d'avoir fourni son uranium appauvri à l'armée (sur le ton bien connu: tout ça c'est la faute aux ricains), nul doute que c'était en projet, car toute solution à l'énorme quantité des déchets de l'électronucléaire est la bienvenue. Et on comprend toujours mieux la « cohérence » de la restructuration en cours du pôle industriel français du nucléaire: resserrer les boulons d'un nucléaire civil en échec économique autour du cœur de l'État, soit l'armée qui a la mainmise sur le CEA. Du militaire au militaire c'est là le vrai cycle du nucléaire, et là pas de recyclage en vue!

Luc Bonet



: mixte d'uranium et de plutonium) qui a de génial qu'il n'est d'aucune utilité si ce n'est de faire disparaître une partie ridicule du plutonium existant tout en présentant le désavantage de mettre 150 ans avant qu'on puisse envisager de le stocker définitivement (mais on ne sait pas comment...) tandis qu'aucun nouveau recyclage du MOX usé n'est possible... S'il n'a aucun avantage sur le plan de la gestion du cycle du combustible, si ce n'est de gagner du temps en attendant que quelqu'un décide quelque chose, il a un désavantage rédhibitoire pour les exploitants du nucléaire (EDF en France): il coûte du coup bien plus cher que le combustible original. D'où le bras de fer et une partie de billard à plusieurs bandes.

Business politique et économique

Comme on le sait, les temps changent. EDF n'a plus les moyens (dans un environnement concurrentiel n'est-ce pas) de payer la danseuse du CEA, soit l'usine de retraitement de la Hague, quant à la COGEMA qui a

des capitaux (on appelle ça l'intégration industrielle) en désengageant la responsabilité des secteurs différenciés du nucléaire afin de garder effectivement vis à vis de l'extérieur la « cohérence » du secteur entier, brave petit soldat de la patrie. Et les Verts dans tout ça? Les Verts veulent à tout prix obtenir des résultats sur le dossier nucléaire face à leurs électeurs (rappelons que Mme Voynet a signé depuis son arrivée au gouvernement tous les décrets favorables au lobby nucléaire), ils ont entériné le fait que le programme nucléaire français aille jusqu'au bout et ils n'arrivent pas à obtenir, en contrepartie, une décision publique de « sortie du nucléaire » à l'allemande, d'où la concentration des tirs sur le retraitement qui est le maillon faible du secteur actuellement. Face au CEA (le Commissariat à l'énergie atomique reste un État dans l'État) d'un côté et au consensus politique de l'autre, les Verts ne font pas le poids mais comme EDF, de son côté, pousse, il commence à y avoir du « grain à moudre » sur le dossier du retraitement... Où l'on retrouve la cavalerie légère de Greenpeace en action.

Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web,
Radio libertaire, le Monde libertaire...
<http://federation-anarchiste.org/>

crises de foi

Histoires crétiennes de chrétiens

Les Belges peuvent « louer » un (ancien) prêtre catholique suspendu par sa hiérarchie, pour les besoins d'une prière par exemple. L'association, américaine bien sûr, « Rent a priest » (louer un prêtre) s'implante en effet en Flandre. Après les voitures, louez-vous un prêtre... Notons au passage que le prêtre en question a été suspendu après avoir annoncé publiquement son homosexualité. La franchise se paie cher dans l'Église catholique.

N'oublions pas que pour l'Église catholique, les homosexuels n'ont qu'une chance de salut: la chasteté totale et définitive, le théologien catholique et évêque d'Angers Mgr Bruges, vient d'ailleurs de le rappeler: « S'ils restent chastes, les homosexuels peuvent même devenir des saints. » Sinon, ce sont quoi? Des êtres anormaux sous l'emprise de Satan? L'évêque n'a pas eu le courage ni la franchise de le dire... Le jésuite Haight vient de sortir un livre, « Jésus symbole de Dieu », où il a eu le malheur de prétendre que « Jésus n'était pas la seule voie de salut, [et que] d'autres religions constituent, elles aussi, un chemin vers Dieu ». Cela n'a pas plu à sa hiérarchie, le jésuite a été obligé de suspendre les cours qu'il donnait à la faculté théologique de Weston.

Tandis que le Vatican mène l'enquête, le jésuite risque l'excommunication. Heureusement que face à ces hérétiques qui avouent leur homosexualité ou leur tolérance, il existe des catholiques, des vrais, prêts pour la reconquête du monde. Ainsi, en Slovaquie, l'Église catholique part en guerre contre la pratique du yoga à l'école. Celle-ci est due à une initiative du ministère de l'Éducation, et elle a provoqué la colère des évêques. Mgr Tondre, président de la Conférence épiscopale, a déclaré que cela rappelait « les temps d'introduction forcée du marxisme-léninisme » avant de rajouter que « le yoga peut ouvrir la voie au mysticisme oriental. » Le pays est catholique à 70%, alors de quoi ont peur les évêques? De la tolérance et de la confrontation des idées sans nul doute. Face à cela, l'Église utilise ses armes de toujours: la censure, les menaces, les excommunications, les pressions, la violence verbale, voire physique. Preuve flagrante de leur manque total d'arguments concrets et rationnels. Cependant, une question me turlupine: messieurs les évêques, est-ce que d'après vous la consommation effrénée de thé fait d'un homme un anti-chrétien? Doit-on interdire le riz? Répondez vite, le salut des âmes en dépend...

Régis Boussières. - groupe Kronstadt (Lyon)

Vite fait...

Où en est l'usine de traitement des boues à Saint-André en Vivarais?

■ Soutien. Le 18 janvier dernier, 14 militants de Greenpeace ont été interpellés pour avoir démonté un rail SNCF pour protester contre le convoyage de déchets nucléaires en provenance des Pays-Bas. Ils passent en procès à Cherbourg le 2 février.

■ Encore un effort. Malgré une campagne médiatique tonitrueuse, la Confédération paysanne n'est pas parvenue à remettre en cause la mainmise de la FNSEA sur les Chambres d'agriculture. La C.P. progresse toutefois de 6 points par rapport à 1995.

■ Contrôle des migrations = mort. Un sans-papier a été retrouvé mort dans la nuit de mercredi 31 au jeudi 1^{er} février au terminal du tunnel sous la manche... probablement happé au passage d'un TGV.

■ Faute d'autres candidatures, la prochaine réunion de l'OMC se tiendra au Qatar. Ce qui, on l'aura compris, aura l'avantage de limiter le nombre de manifestants anti-mondialisation.

■ Dans un entretien au Financial Times, François Roussely, PDG d'EDF a évoqué la possible privatisation à terme de cette entreprise. Selon lui, cela pourrait d'ailleurs se faire sans même provoquer de mouvements sociaux... C'est ça coco, t'as qu'à essayer pour voir.

■ Le conglomérat industriel américain General Electric envisage à brève échéance le licenciement de 75 000 personnes un peu partout dans le monde.

■ À lire. Le Courrier de l'UNESCO a publié en novembre dernier un important dossier sur la marchandisation de l'éducation.

■ Plus fort que madame Soleil. Louis Michel, ministre belge des Affaires étrangères a réussi l'exploit d'annoncer publiquement le décès de Kabila avant même l'heure officielle de sa mort.

■ Retraite. Bill Clinton va toucher 100 000 dollars pour intervenir lors d'une conférence organisée par une banque d'affaires.

■ Santé publique. Aux Etats-Unis, 25% environ des infarctus du myocarde seraient dus à la consommation de cocaïne. En France, 13,3% des hommes et 4% des femmes présenteraient un risque certain de dépendance à l'alcool.

■ À l'appel de la CGT et des syndicats autonomes, les travailleurs de la RATP se sont massivement mis en grève jeudi 1^{er} février pour obtenir des embauches, une amélioration de leurs conditions de travail et des augmentations de salaires.

LES ASSOCIATIONS DE DÉFENSE de l'environnement s'expriment. Malgré le refus manifeste exprimé par la population au cours de la seconde moitié de l'année écoulée, et les nombreux soutiens citoyens et politiques apportés à cette contestation, l'aberrante installation d'une usine de traitement des boues des stations d'épuration à Saint-André est toujours d'actualité.

Ici, tous se sentent concernés. En effet, la société Traibo SA (de sinistre réputation : à Carcassonne où elle avait installé une usine de traitement des boues, les habitants se retrouvent le nez dans les déchets; la société est en faillite pour mauvaise gestion financière et les boues s'entassent) a déposé le dossier d'autorisation en préfecture de l'Ardèche, le 15 novembre dernier. Une étape importante de la procédure va

démarrer prochainement : l'enquête publique qui se déroulera du 15 janvier au 15 février 2001, sera l'occasion pour les populations concernées de donner leur avis et de soulever leurs interrogations quant au dit projet. Plus précisément, Christian Laroche, commissaire enquêteur tiendra une permanence en mairie de Saint-André.

« On est capable de se passer des élus ! »

C'est vrai que les politiciens qui ont eu l'idée du projet n'habiteront pas sur place et que l'idée de vouloir construire une usine à gros risques de pollutions sur une ligne de partage des eaux et de sources, c'est de la folie.

Aujourd'hui, on n'aurait pas l'idée de mettre un tas de fumier près d'un puits. La campagne sous la neige fleurit de

belles pancartes sur le bord des routes : « Non à l'usine, non à la pollution », « T'as bien entendu élu, touches pas à ma nature ».

C'est vrai que beaucoup ici ne croient plus aux élus (de quelques bords qu'ils soient) et n'attendent rien des prochaines élections (ça, c'est nouveau en campagne).

Les politiciens ont voté pour le projet (pouvoir, pot de vin, lâcheté), la population est contre sauf les conseillers municipaux. Une association s'active et pratique l'action directe (manifestations, pétition, assemblées générales, présence de ses représentants lors des réunions du conseil, tenues de contre-conseils municipaux - « on est capable de se passer des élus »).

Dondoux, maire d'un village voisin, l'orgueil de l'Ardèche, ex-secrétaire d'État viré par Jospin pour... incompé-

tence, se fait chahuter lorsqu'il prêche en mairie.

Les associations ont leurs propres enquêteurs. La prise de conscience politique est loin d'être négligeable parmi la population. Celle-ci se rend compte petit à petit qu'elle est bien capable de gérer la commune, pas besoin d'élus pour ça. Les analyses vont assez loin. « S'il n'y avait pas de boîtes qui fabriquent de la merde, il n'y aurait pas besoin de tant de stations d'épuration et donc pas d'usines de traitement des déchets ».

Nous, anarchistes, nous devons être bien présents dans cette mobilisation, c'est pourquoi nous appelons à la mobilisation pour le samedi 10 février à la salle du lac de Devesset (07), avec des spectacles, des concerts et des infos.

Albert. - groupe Pensée/agir (Saint-Etienne)

Liberté pour Pascal Marchand !

Un an de prison pour délit de solidarité...

CE MARDI 30 JANVIER, VERS 22h30, Monsieur Pascal Marchand, un membre du Collectif contre les expulsions, a été interpellé à son domicile et écroué à la prison de Forest, en application d'un jugement rendu par défaut par la 50^e chambre du tribunal correctionnel de Bruxelles. Pascal Marchand a été condamné le vendredi 26 janvier à une peine d'un an de prison ferme pour des accusations de coups et blessures, de tentative de vol et de destruction de matériel.

Les faits ? Une manifestation devant le centre 127bis de Steenokkerzeel, le 3 octobre 1999, pour dénoncer l'expulsion collective de tziganes. Les incidents ? Pascal Marchand ne reconnaît pas les faits qui lui sont reprochés. Un an de prison pour s'être solidarisé avec des réfugiés que la gendarmerie a marqué à même la peau avant de les déporter...

Pascal Marchand, ne reconnaît pas ce jugement et se considère donc comme prisonnier politique. Il refuse en conséquence de se soumettre à ce type d'autorité et a entamé dès son incarcération une grève de la faim.

En réaction, les autorités pénitentiaires de Forest se livrent à une entreprise de démolition; depuis son arrivée, Pascal Marchand est tenu au secret en « cellule de réflexion », le mitard, et régulièrement

passé à tabac. Il présente de nombreuses marques de coups sur le visage et se plaint de diverses douleurs sur le corps. Un médecin se rendra sur place ce vendredi 2 février pour procéder à une expertise. La prison de Forest est par ailleurs connue pour ses pratiques violentes.

En attendant de faire casser le jugement (l'audience devrait intervenir la semaine prochaine), Pascal Marchand restera en prison. Nous rendons le directeur de l'établissement et le ministre de la justice directement responsables du sort de Pascal et nous nous réservons le droit d'intenter les actions qui pourraient s'avérer nécessaires.

Un nouveau cas de criminalisation du mouvement social

Nous sommes confrontés à un nouveau cas de criminalisation d'un mouvement social. Pour rappel, le CCLE a fait l'objet de nombreuses tentatives d'intimidations de la part des autorités judiciaires et policières et beaucoup de ses membres demeurent sous le coup d'une inculpation.

Cette affaire démontre une nouvelle fois que nous vivons dans un État où la répression l'emporte sur la démocratie.

Nous soutenons notre compagnon dans sa grève de la faim et incitons une nouvelle fois à la désobéissance

civile face à une violence exercée par des organismes d'État, qui touche tous les détenus, qu'ils fussent de droit commun, politiques ou sans-papiers; ils sont victimes des mêmes logiques de « surveillance et de punition ».

Nous exigeons des autorités « compétentes » la libération de Pascal Marchand, l'abandon de tous les chefs d'inculpation et la reconnaissance du caractère politique de sa condamnation.

Nous attendons de plus amples informations pour lancer de nouvelles

actions. En attendant, nous vous proposons de soutenir Pascal en envoyant une lettre, par fax, au ministre de la Justice, Marc Verwilghen (02/538.07.67) et à la prison de Forest (02/349.75.65). Nous vous remercions d'avance et vous tiendrons au courant de l'évolution de la situation.

Le Collectif contre les expulsions

35 rue Van Elewijk - 1050 Bruxelles
tel: 02/644.17.11 - fax 02/648.51.18
ccle@altern.org
http://www.collectifs.net/ccle

chronique anarcha-féministe
Il est un pays formisable

En fait, ce n'est pas un pays, c'est un réseau. C'est Internet, une invention stratégique militaire passée dans le domaine civil. Tous les sondages le montrent, tous les sexes, tous les âges s'en servent. Les personnes âgées économisent ainsi des déplacements et restent en phase avec leurs petits-enfants. Les adultes actifs s'en servent comme outil de travail ou comme bibliothèque, les ados se connectent à des sites « pour eux » et c'est là que des pédophiles partent chasser leurs futures victimes. Dans ce pays formidable, c'est d'ailleurs là que le bât blesse, le mot-clé le plus demandé est « sexe ». Les sondages tiennent aussi à notre disposition des données sur l'utilisation sexuée d'Internet. En France, le site le plus consulté par les femmes (207 milliers de visites) est *Auféminin*, un site « féminin » : adresses pratiques, bons plans, questions de société. Puis viennent *Télérama* (92), *Degriftour* (133), *Libération* (115). En France, le site le plus consulté par les hommes (143 milliers de visites) est *Porncity*, un site « masculin » ? vulves béantes, verges démesurées, pas un préservatif à l'horizon. Puis viennent *Babylon-X* (125) *Sexspaces* (101), *Pasdeprobleme.com* (113).

C'est intéressant, cet espace de liberté qui s'ouvre est aussitôt assailli par les exploités et les exploités de la misère sexuelle. Souvent, les exploités se révoltent et cherchent à mettre fin à leur exploitation mais là, non. Ils sont contents, c'est plus discret, moins cher, plus varié, plus extrême aussi. C'est tout juste si leurs exploités ne reçoivent pas des emails de remerciements des consommateurs exploités de la misère sexuelle, étrange trahison de « classe ».

Les sondages ne disent pas si les femmes, les hommes et les enfants ainsi prostitué-e-s ont eu le choix; ni ce que serait leur choix avec une formation de leur choix, une protection face aux réseaux de proxénétisme et une amnistie sur leur CV. Les sondages ne disent pas non plus si cette marchandisation des corps, cette sollicitation sexuelle qui attend les hommes à chaque tournant publicitaire ne les entraîne pas dans la spirale de la violence. Une société qui organise un statut d'objet pour les femmes organise ainsi la violence à leur rencontre.

Betty F.



Le 11 septembre 1920, Sacco et Vanzetti sont accusés du meurtre de deux convoyeurs. C'est le début de l'affaire Sacco et Vanzetti. Le procès, du 31 mai au 14 juillet 1921 les déclare coupables. Des comités de soutien se créent dans le monde entier pour clamer l'innocence des deux inculpés. Mais ni les immenses manifestations internationales ni le manque de preuves formelles ne feront reculer la « logique » juridico-politique. Le 12 mai 1926, leur condamnation à mort est confirmée. Le 23 août 1927, Sacco et Vanzetti sont exécutés sur la chaise électrique, suscitant une réprobation mondiale. **Sacco et Vanzetti.** Franck Thiriot et Ronald Creagh. Editions du Monde libertaire et Alternative libertaire. 48 p. 20 F (23 F avec port). En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

... bien fait

Envoyez vos brèves à monsieur.pol@wanadoo.fr

Réfugiés tchéchènes dans la vallée du Pankissi

UN COMPAGNON ALLEMAND s'est rendu en Géorgie, dans la vallée du Pankissi, fin décembre. Là, avec un compagnon ukrainien, il a pu observer les conditions dans lesquelles vivent les réfugiés tchéchènes qui ont fui la guerre et il a constaté les difficultés croissantes pour organiser les secours dans la région. Voici son témoignage.

« La vallée du Pankissi est située à l'écart, dans la montagne, une bande de terre étroite à l'Est de la capitale de la Géorgie, Tbilissi. Elle accueille entre 3000 à 7000 réfugiés tchéchènes, on ne sait pas exactement, car beaucoup d'autochtones se sont fait enregistrer comme réfugiés pour bénéficier des aides dérisoires

accordées aux victimes de la guerre de Tchétchénie.

« Avant d'arriver dans la vallée, on doit franchir successivement deux postes de police gardés par les forces spéciales géorgiennes. On risque ensuite à tout moment de se faire interpellé par la milice locale. Des rumeurs courent sur le Pankissi : les Tchétchènes en auraient fait un haut lieu de la criminalité ; les détournements, les vols, les pillages seraient le lot quotidien ; des rebelles tchéchènes voudraient annexer le Pankissi à la Tchétchénie. D'où un contrôle militaire intensifié de la région.

« Sur place, le spectacle est tout autre. Les réfugiés, essentiellement des femmes et des enfants mais aussi

quelques hommes, survivent dans des conditions désastreuses, hébergés parfois chez l'habitant, parfois dans d'immenses abris collectifs en piteux état. Parmi eux, personne ne songe à annexer quoi que ce soit. Certes les vols, les détournements, les pillages sont fréquents mais ils sont le fait de bandes criminelles locales. Les autorités disent d'ailleurs qu'elles n'ont pas à se plaindre des réfugiés en particulier. Le préfet de la région justifie le quadrillage de la région pour lutter contre ce vol organisé et le trafic de drogue. Rien ne nous a été volé, mais il est évident que les convois humanitaires sont exposés à des risques importants : des bandes bien organisées les prennent d'assaut et

les pillent. On retrouve ensuite les produits de la rapine sur les marchés des environs. Les réfugiés à qui ils étaient destinés n'en verront jamais la couleur.

« Nous avons rencontré des réfugiés dans les deux premières localités à l'entrée de la vallée, à Duissi et Birkiani. Ils habitent de grands han-

de la province. Et d'ailleurs voudrait-on y soigner des réfugiés ? Les malades restent livrés à eux-mêmes. « Par manque de temps, nous n'avons pas pu nous acquitter de tout ce que nous avons prévu au départ. Nous avons utilisé une partie de l'argent destiné aux biens courants pour offrir quelques petits

Sicko, antimilitariste yougoslave libéré !

NOTRE AMI SRDJAN Knezevic « Sicko » a été libéré, après avoir été déféré devant la cour de justice de Nis, et gardé à vue pendant 24 heures. Le juge a indiqué qu'il s'agissait d'une mesure de contrôle, en relation avec le refus de Sicko de retourner dans son unité militaire pendant la guerre au Kosovo.

Selon les avocats du Comité yougoslave des avocats pour les Droits de l'Homme, il est accusé en vertu de l'article 217 du code pénal yougoslave,

du crime d'« abandon de poste et désertion de l'armée de Yougoslavie ». Pour tous ses amis, il ne fait aucun doute que l'arrestation de Sicko est à mettre en relation avec son activité de coordinateur de la campagne pour l'adoption de la loi sur l'objection de conscience, et le raccourcissement du service militaire. Il a ainsi participé à de nombreuses conférences, dans différentes villes du pays, et a rassemblé 30 000 signatures (le pays compte 8 millions d'habitants), chiffre nécessaire pour présenter une initiative au parlement.

L'armée a d'ores et déjà répondu très négativement à cette campagne, et des articles de dénonciation des anti-militaristes sont apparus dans le journal officiel du pouvoir, Politika.

À la suite de cet incident, la police militaire a empêché Sicko de se rendre en Suisse, où il devait présenter cette campagne à l'invitation des anti-militaristes suisses et des organisations d'émigrés yougoslaves.

À n'en pas douter, l'affaire ne fait que commencer. Elle met en évidence le rôle de pantin de Milosevic, entre les mains des militaires, qui se sont choisis une nouvelle marionnette, plus présentable pour l'occident.

Ils ne se trompent pas d'ennemi, en laissant Milosevic libre de parader et en arrêtant les anti-militaristes... Si vous souhaitez être informés régulièrement des activités des anti-militaristes yougoslaves, si vous souhaitez faire connaître leur campagne ou la relayer autour de vous, nous mettons à votre disposition du matériel de soutien.

Le secrétariat international de la CNT française, d'après des infos du groupe Pro AIT de Belgrade et des Femmes en Noir de Belgrade

CNT AIT (Secrétariat International),
B.P. 186, 89003 Auxerre Cedex ;
tél/fax : 05 61 52 86 48.
cnt.ait@wanadoo.fr



Sans-papiers en Espagne Solidarité !

Ce sont maintenant plusieurs centaines de personnes qui occupent des églises dans les villes de Madrid (église Saint Ambroise, sic), Murcia, Almeria, Saragosse, et surtout Barcelone (sept églises occupées par 700 personnes dont 500 jeûnent pour protester). Le mouvement en est à son onzième jour de grève de la faim pour les plus anciens. On retrouve partout la même peur de l'expulsion et de la clandestinité, la même solidarité entre marocains et pakistanais, équatoriens et russes... Et le désir de lier leur traitement à l'égalité des droits contre la régression de tous : « si aujourd'hui ils piétinent nos droits, demain ils le feront avec les droits de tous les autres » estiment-ils.

La solidarité s'organise aussi à l'extérieur : une manifestation de 5000 personnes a déjà eu lieu à Barcelone, d'autres sont prévues le 4 février. Les prises de position se multiplient. Du côté syndical par exemple, on exprime ses craintes devant une sélection dans l'accès à l'éducation pour les enfants d'immigrés victimes de la nouvelle « Ley de Extranjeria ». Partout, des comités expriment leur soutien aux plateformes réalisées par les immigrés eux-mêmes qui pratiquent ainsi l'autogestion de leur lutte. Bien entendu, le gouvernement joue le discrédit et le pourrissement. Assez vite, par médias interposés, les notables du pouvoir ont parlé d'immigrés manipulés politi-

quement, de filières mafieuses d'acheminement des immigrés ; des audiences ont été accordées, ici ou là, mais sans résultat convaincant. Au Maroc espagnol (Melilla), les forces de police sont intervenues pour expulser des marocains en grève de la faim, quatre d'entre eux ayant été arrêtés.

Les anarchosyndicalistes sont partie prenante de la lutte. Armando Varo, un représentant de grévistes enfermés à Barcelone, est membre du syndicat CGT qui appelle à la désobéissance civile contre la loi ; à Saragosse, la CNT a longtemps prêté ses locaux aux assemblées générales des immigrés en lutte qui ont dû, il y a quelques jours, devant leur nombre qui grossissait, se réunir ailleurs. Comment en serait-il autrement ?

Cette lutte en Espagne nous concerne, comme elle nous concerne ici, en France. C'est pourquoi il est nécessaire d'affirmer son soutien par des rassemblements, appels téléphoniques, fax, courriers électroniques, communiqués de presse aux autorités espagnoles en France (consulats, ambassades, compagnies aériennes, etc.). Un site internet pour se tenir au courant :

www.sindominio.net/sinpapeles.

Vous pouvez aussi envoyer des messages de soutien :

encierro-madrid@sindominio.net par exemple.

Relations internationales de la FA

gars très délabrés. Huit personnes se partagent environ 10 m². Pas d'électricité, des lampes à pétrole pour l'éclairage. Pas de sanitaires, un unique robinet d'eau froide. On se chauffe avec des petits poêles cylindriques sur lesquels on cuisine et on fait bouillir l'eau. On manque de savon, de lessive, de serviettes hygiéniques pour les femmes. Les médicaments font défaut, il revient trop cher de se faire soigner à l'hôpital de Telawi, la principale ville

cadeaux aux enfants réfugiés. D'ici le mois d'avril, nous allons rassembler suffisamment de matériel pour organiser un petit convoi humanitaire avec des médicaments et des produits d'hygiène. Nous tâcherons de mettre toutes les chances de notre côté pour que notre aide arrive en lieu sûr et parvienne bien aux destinataires ».

Martine-Lina Riesefeld - Relations Internationales
Source : *Direkte Aktion* n° 143 (janv.-fév. 2001)

Anarcho-syndicalisme en Ukraine

Depuis sa création il y a six ans la Confédération révolutionnaire des anarchosyndicalistes (C.R.A.S.) n'a cessé d'étendre son activité et son intervention auprès de la jeunesse notamment. Dans son sillage, une autre organisation a vu le jour dans le bassin minier du Dombass, la Fédération des anarchistes du Dombass (F.A.D.) qui regroupe plusieurs dizaines de membres venus des mouvements de jeunesse radicaux ou travailleurs de l'industrie minière.

En prenant une part active au mouvement des mineurs en 1996 - organisation des grèves et des blocages - la C.R.A.S. s'est peu à peu imposée. Dans la ville d'Ugledar, le comité de grève du syndicat indépendant des mineurs (NPG) a rallié la Confédération ; ailleurs, dans d'autres villes, des activistes isolés ont fait ce choix. La C.R.A.S. continue de soutenir les mineurs en grève dans le Dombass pour le paiement des arriérés de salaire. Elle s'adresse beaucoup aux jeunes aussi.

Pour assurer la protection de ses manifestations, la Confédération a créé son propre service d'ordre, antifasciste, « La Garde Noire ». Elle organise des concerts de rock, très fréquentés, avec des groupes

musicaux proches de ses idées, voir des musiciens issus de ses rangs.

Grâce à sa pratique quotidienne et à ses interventions, la C.R.A.S. jouit d'une bonne réputation dans le Dombass. Elle distribue gratuitement un journal, « Anarchija » dans l'ensemble du bassin minier. Elle agit dans tous les domaines. Par exemple, à Donezk, en décembre dernier, le prix du ticket de bus devait augmenter de 50 à 75 kopecks. Immédiatement des militants de la Confédération sont passés à l'action. Par groupe de 7 à 8 personnes, ils sont montés dans les bus, ont refusé de payer le ticket au prix fort (en Ukraine les titres de transport sont vendus par les contrôleurs). Spontanément des voyageurs se sont associés à leur protestation, refusant eux aussi de payer la différence. Malgré les menaces, les voyageurs récalcitrants ont finalement obtenu gain de cause. Un bel exemple de résistance à l'arbitraire des autorités. s'organiser pour mieux résister.

Martine-Lina Riesefeld - Relations Internationales
Source : *Direkte Aktion* n° 143 (janv.-fév. 2001)

LECTURE

Viet-Nam. Témoignage d'un survivant ou comment vendre le ciel sans inviter le dieu de la foudre

EN 1995, LES ÉDITIONS L'IN-SOMNIAQUE PUBLIENT "Viêt-nam 1920-1945, révolution et contre-révolution sous la domination coloniale" (1). Ngo Van, l'auteur, a vécu cette période. Fixé en France depuis 1948, il y poursuivit son parcours politique dans des groupes se réclamant du socialisme révolutionnaire anti-autoritaire. Ami et compagnon de Maximilien Rubel, participant à *Informations et Correspondance Ouvrière* (ICO), il a mis à profit ses années de retraite pour reconstruire la saga des révolutionnaires vietnamiens qui se sont battus à la fois contre le colonialisme français et les nationalistes staliniens. Contribution rare qui va à contre-courant de la vérité fabriquée par l'État Ho chi Minh et admise sans hésitation par toute la gauche et extrême-gauche occidentale.

Dans « Au Pays de la Cloche Fêlée », Ngo Van revient sur cette époque sous une forme autobiographique. Le premier ouvrage était parfois ardu. Ce dernier se lit d'un trait. Assez vite, nous faisons une plongée dans la société traditionnelle du Viêt-nam du sud, au début du siècle. L'enfance dans une famille de petits paysans, dans un village à 15 km de Saigon, au rythme de la vie de la communauté, avec ses coutumes et liens, ses hiérarchies et ses pouvoirs traditionnels. Le merveilleux d'un monde perdu, le mystère de la nature sauvage, effrayants et envoûtants à la fois. À cela s'ajoute le poids des croyances et des rites religieux, peurs et attirances pour un jeune garçon curieux. La présence coloniale est distante mais néanmoins quotidienne, à travers les autorités villageoises traditionnelles qui la relayent avec une froide violence. Ceux qui sont friands d'harmonieuses communautés pré-capitalistes devront repasser.

La révolte contre l'exploitation coloniale

Lorsque Ngo Van débarque à Saigon en 1926, il a 13 ans. La ville, c'est un autre monde où les mauvais esprits ne sont plus ceux des ancêtres. Le colonialisme français y exhibe le visage sans fard du mépris, de l'oppression et de la répression policière obsédante. Le tableau qu'il peint du colonialisme est

sans concession. Aujourd'hui, dans les médias, on nous parle d'une pseudo « envie de vérité » à propos de la torture militaire en Algérie. Le témoignage de Ngo Van vient nous rappeler que la torture ne fut pas une exception, la pratique du moment d'une armée en guerre. Elle a été, au contraire, la règle partout et toujours, élément constituant et constitutif de tout pouvoir colonial, français ou autre.

Entré à 14 ans dans le monde de l'exploitation salariée sous domination coloniale, sensible à l'injustice, Ngo Van est happé par les luttes sociales et nationalistes qui traversent le pays. Il lit tout ce que lui tombe sous la main ; Rousseau, Baudelaire, Richépin mais aussi les premiers textes communistes que des militants clandestins lui transmettent. Très vite, il prend parti. Au Viêt-nam, la revendication nationale va aller de paire avec de très fortes luttes de classe ; des révoltes paysannes avec constitution de soviets au Nghé an, en 1930, à la Commune des mineurs au Hon gai-Cam pha en 1945.

Les insuffisances du nationalisme

Dans ces circonstances historiques complexes, en partant d'une réflexion politique sur leur propre expérience, les plus radicaux conclurent que l'indépendance nationale ne suffit pas à l'émancipation sociale ; qu'elle n'a pas vocation à bouleverser les relations sociales d'exploitation. Pour eux, la fin du colonialisme passe par la révolution sociale et non le contraire, la montée du nationalisme ne pouvant qu'amener au pouvoir une nouvelle classe exploiteuse. Ngo Van rejoint alors l'opposition de gauche. Faut-il le préciser, à Saigon, au début des années trente, les références politiques étaient limitées. La tragédie de la révolution russe, l'autoritarisme bolchevique, la mise au pas des soviets, la répression des courants révolutionnaires (anarchistes et socialistes-révolutionnaires), Cronstadt, étaient ignorés des révolutionnaires vietnamiens. Pourtant, « des signes inquiétants leur arrivaient de l'URSS ». Ainsi, vers 1930, la référence à Trotsky signifiait avant tout, pour eux, la fidélité à la révolution, celle des soviets, à la lutte contre la

domination stalinienne et la bureaucratie. Ils rêvaient de changer la vie et le monde, se revendiquaient d'un esprit internationaliste. Les communistes staliniens vietnamiens, eux, renfermaient les perspectives de la révolte à l'horizon paysan, s'affirmaient comme une variante du nationalisme. Dix ans de combats, de prisons, de lâchetés et d'ignominies sépareront les deux courants. À la fin de la deuxième guerre, profitant de la reprise en main du pays par le colonialisme français, les staliniens de Ho chi Minh massacrent les révolutionnaires. Tout cela Ngo Van le raconte à la première personne.

La guerre d'Indochine allait commencer. Elle ne se terminera qu'avec le départ du corps expéditionnaire américain, en 1974. Vingt-cinq ans après, le président des États-Unis sera reçu dans la liesse. Ce qu'un déluge de feu n'a pu obtenir, le Dollar réussira. Et le projet nationaliste du stalinisme vietnamien accouchera d'une société avide de rapports marchands. Pour cela des millions de gens sont morts.

La question de la révolution mondiale

On aurait tort de simplement savourer le livre de Ngo Van comme l'autobiographie d'un autochtone exotique. L'ouvrage soulève des questions de portée plus générale, dépassant le cadre des événements vietnamiens. La question de la révolution mondiale dans les années 20-30, d'une part, et la conception moderne de la collectivité révolutionnaire d'autre part.

La révolution russe et ses suites avaient trouvé un puissant écho au Viêt-nam comme dans tous les pays sous domination coloniale. Du coup, l'idée d'émancipation humaine prenait une dimension nouvelle. Ce qui apparaît de remarquable dans le récit de Ngo Van

c'est que cette révolution était perçue par les travailleurs et paysans pauvres comme celle des soviets, c'est à dire comme un mouvement d'auto-organisation. Sans trop le théoriser, Ngo Van et ses amis, voyaient l'émancipation du peuple vietnamien dans le cadre de la révolution mondiale. Leur combat se réclamait et s'inspirait, entre autres, des formidables luttes ouvrières de 1936 en France, le pays colonisateur, proclamant ainsi concrètement le caractère puissant de leur internationalisme.

Un hommage aux luttes révolutionnaires

C'est en vain qu'on cherchera, dans le récit de Ngo Van, des masses suivant des chefs. Cette conception social-démocrate du XIXe siècle, fut reprise par toutes les variantes du bolchevisme marxiste-léniniste, voire même des libertaires. Elle a été particulièrement chérie par les chefs nationalistes du tiers monde. Certes, il y eut, au Viêt-nam, des personnalités, des individus capables par leur caractère ou par leur courage, de prendre l'initiative dans des circonstances précises, des situations données, pouvant entraîner un plus grand nombre. Mais, ce fut par dessus

tout une communauté d'individus révolutionnaires. Témoin survivant, Ngo Van donne, à la fin du livre, un portrait touchant de ses camarades les plus proches, pour la plupart liquidés par les sbires du futur empereur rouge Ho chi Minh.

Des individus à part entière, femmes et hommes avec des noms et des visages, anonymes faiseurs d'histoire, rêveurs et combattants, pour qui l'impossible a été à un moment pensé et vécu comme possible. Point de sous-commandants cagoulés, de clones de Guevara. Si ce dépassement du rapport aliénant chefs-masses constitue une donnée charnière dans l'émergence d'une nouvelle pratique émancipatrice, preuve est faite qu'il existait au Viêt-nam des éléments subjectifs de cette modernité révolutionnaire. L'isolement mentionné ci-dessus en a empêché le développement et l'épanouissement.

Quelques jours avant d'être assassiné par la soldatesque aux ordres de la social-démocratie, Rosa Luxemburg avait écrit que tant que nous n'avons pas désappris d'apprendre, nous ne sommes pas vaincus. Avec son très beau livre Ngo Van vient une fois de plus nous le rappeler. Et nous l'en remercions.

Charles Reeve

A l'affiche à Toulouse

La Cinémathèque de Toulouse (69 rue du Taur) dans le cadre d'« Espagne en guerre » diffuse une série de films et de documentaires sur l'Espagne 36-39.

À noter au programme particulièrement :

- le mardi 20 février à 18h30, une série de documentaires réalisés par le secteur information de la CNT-FAI.
- le mercredi 28 février « Buenaventura Durruti anarchiste » de Jean-Louis Comolli diffusé dernièrement à la télévision à une heure impossible !
- le vendredi 2 mars à 20h30 « Un autre futur » de Richard Prost.

Jean-Marc. - groupe Albert-Camus (Toulouse)

Les lumières du matin

ENFIN, UN OUVRAGE PASSIONNANT SUR LA COMMUNE de Paris, pour les ados. Robert Bigot l'a dédié à ses enfants, pour « qu'on ne leur raconte pas l'Histoire ». Nous autres, ados ou plus, il ne nous est pas interdit de nous laisser raconter une histoire.

Dans le livre, Pascal Clarisse nous raconte son histoire. En 1866, il a dix ans, un frère et une sœur. Sa mère les emmène au lavoir de la rue Lepic. Lui, accroché au brancard de la brouette, son frère juché sur le tas de linge, mollement enfoui, et ballotté par les secousses des pavés dans un abandon qui fait envie... Louise les précède, portant le battoir et le savon.

Dans sa courte mémoire de gamin de dix ans, il y a fixée aussi, la rudesse de l'étoffe du pantalon de son père. Cet ouvrier typographe qui porte des habits de moleskine noire. Le front de Pascal atteint avec peine sa poitrine.

La famille de Pascal a dû immigrer sur les hauteurs de Montmartre. Les bourgeois des rues proches ne cessent de désigner son père comme un meneur dangereux. Un exalté, capable du pire. Déjà en 1848, il frise la déportation. Il a adhéré à l'Association internationale des travailleurs, sous la dure magistère du Prince Président. Ce neveu qui s'accommodait de plus en plus difficilement des dérives ouvrières de la Seconde République.

Pascal admire son père. Il rêve d'être « un adulte à son image ». Le destin s'en chargera. Et c'est la guerre et la débâcle impériale de 1870. Les Prussiens sont alors à une portée de canon de Paris. La collère va remplacer l'humiliation. Puis, c'est le dur hiver. La température descend à vingt degrés au-dessous de zéro. Le père de

Pascal répète qu'« il est préférable d'avoir un tas de bûches plutôt qu'un sac de Louis ». Paris s'enflamme sous un ciel de feu et de colère. C'est le siège. Les Parisiens mangent du cheval (« un luxe »), du chat, du chien, du rat et pour finir de l'éléphant du zoo de Vincennes. Les émeutes de la faim se multiplient.

C'est l'un de ces soir sans manger, que Pascal surprend son père à pleurer. Thiers a capitulé. Il a signé l'armistice des ennemis ! La maman, aussi, se révolte, mais elle ne pleure pas : « nous n'allons pas laisser Paris aux Prussiens. Sans parler de la trahison de ceux qui prétendent gouverner ! »

Ah, non. Au printemps 1871, de Montmartre à Montrouge dans le Paris ouvrier et artisan, Pascal à quinze ans. La Commune, il la vit au jour le jour. Il y rencontre des gens fiers et chaleureux. Des Parisiens solidaires. Avec son père, à nouveau porte-drapeau de la révolte, il partage des instants d'émotion intenses.

Et l'on est frustré de devoir s'arrêter là... Comme un fait exprès. Il faut pourtant que nos ados aient envie de suivre Pascal au jour le jour, des jours de la Commune de Paris. Ce livre est écrit pour eux. Tout autant que pour les grands ados que nous sommes tous restés. Un grand petit livre à dévorer, à faire dévorer, à faire connaître. Cet hiver communard nous fera patienter en attendant le prochain printemps !

Patrick Schindler, Christophe Tzotzis, Claaaaaash

Les Lumières du matin. Robert Bigot Ed. Actes Sud Junior - Collection les couleurs de l'histoire, 45 F

copinage

Serge Utgé-Royo sera en concert les 22, 23 et 24 février à la salle des Rancy, 249 rue Vendome (Lyon, 3^e) à 21 heures.

radio libertaire
Paris • 89.4 MHz

samedi 10 février à 10 heures :

La philanthropie de l'ouvrier charpentier : avec Jean-Manuel Traimond, auteur de « Le Japon mal rasé ».

samedi 10 février à 11 h 30 :

Chronique syndicale : avec Gérard Meudal, pour parler de Léon Werth, antimilitarisme et anticolonialisme au début du siècle dernier.

mercredi 14 janvier à 10 h 30 :

Blues en liberté : la guitare à 12 cordes et le blues.

Soutien aux inculpés du contre-sommet de décembre 2000

LE 6, 7 ET 8 DÉCEMBRE 2000 LES gouvernements européens se sont réunis à Nice pour adopter, en particulier, la Charte des « droits fondamentaux ». Cette charte en remettant en cause les droits sociaux et économiques des travailleurs s'inscrit dans la logique libérale d'une construction capitaliste et répressive de l'Europe. En réponse à cette marchandisation du monde, des manifestations étaient organisées.

A la violence des propos soutenus à l'intérieur du sommet s'ajoutait une forte répression policière envers les manifestants dans les rues de Nice. De plus, les médias, en n'attribuant l'ensemble des violences qu'aux « casseurs », n'ont jamais remis en cause le bien fondé des violences de

la police, bras armé de l'Etat et protecteur du patronat.

Au bilan, une vingtaine de manifestants dont une grande partie de militants furent inculpés pour des motifs plus abracadabrants les uns que les autres (infraction au code de la route...). À Montpellier, deux manifestants, dont un sympathisant anarchiste, étaient assignés à comparaître. De fait, un collectif de soutien aux victimes des répressions policières et judiciaires de Nice s'est créé, afin que les violences exercées par l'Etat français ne restent pas sans suite. Ce collectif était composé de la Fédération anarchiste, du SCALP 34, de la CNT 34, de la JCR, de l'UNEF, et de Chiche, par ailleurs de nombreux individus étaient présents. Cette mobilisation, au-delà de

la collecte de fonds nécessaires à son fonctionnement, permit entre autre de récolter environ 1600 signatures de pétitions sur l'ensemble de la ville et d'organiser un débat le 23 janvier avec l'intervention de Maurice Rajsfus de l'observatoire des libertés publiques.

C'est le 29 janvier que s'est déroulé le procès des deux manifestants montpellierains. L'un, qui n'a d'ailleurs pas tenu à se manifester au sein du collectif, était inculpé pour rébellion lors de son arrestation et a pris pour 3000 F d'amende. L'autre, soutenu activement par les membres du collectif, était lourdement accusé, notamment pour violence avec arme et pour violence sur un agent de police ayant entraîné un arrêt de travail inférieur à huit jours. Aussi, devant des accusations se révélant bidons et grâce aux pétitions ajoutées au dossier, il fut relaxé. Il est bon de préciser que les deux inculpés furent embarqués par les flics alors qu'ils circulaient simplement dans les rues de Nice lors des manifestations.

Au final, nous pouvons voir que le soutien apporté par le collectif ne fut pas vain, toutefois l'ensemble des procès n'est pas fini et nous restons solidaires des autres compagnons inculpés.

Stéphanie. – groupe Un autre Futur (Montpellier)



A Nice, les scélérats font la loi!

LER FÉVRIER, 5 MILITANTS DE LA CNT OU DE LA F.A. de Lyon et Saint-Etienne étaient convoqués au Tribunal correctionnel de Nice pour comparaître suite à leur arrestation, lors du contre-sommet européen du 6,7,8 décembre 2000. Rappelons brièvement les faits : après les terribles agressions des forces dites « de l'ordre » qui ont coûté la vie à une B.N.P. (Celle-ci fut brûlée par une grenade lacrymogène!) nos militants un peu dispersés cherchaient à retrouver leur chemin dans les épais nuages toxiques des casseurs assermentés. Nos amis cheminant sur le trottoir de la place Masséna parmi la foule de militants et de Niçois ralentissent involontairement une voiture de la délégation italienne, sans doute un peu perdue elle aussi. Il faut préciser que la place Masséna était bloquée et servait de QG aux C.R.S. Nos superhéros ne reculant devant rien, tentent, selon les dires des flics, de bloquer la ou les voitures officielles. Leurs témoignages restent un peu flou, mais leur vue quant à elle, ne peut être sanctionner : en effet, même en se situant à une centaine de mètres, les C.R.S. ont bien évidemment vu que sur la foule qui traversait sur le trottoir de la place Masséna, une voiture dotée d'un minuscule macaron se tenait à la merci de cinq dangereux anarchistes qui chacun à leur tour, selon le précieux témoignage du condamné, secouaient, sans raison valable, le véhicule. N'écouter que leur courage, ils foncent défendre la veuve, l'orphelin et la voiture qui

continue son chemin sans broncher. Nos tapageurs resteront 7 heures en garde à vue. Il s'agit uniquement de la première partie de ce carnaval de Nice, la seconde, nous l'avons eue le 1^{er} février, lorsque Madame la juge d'une façon tout à fait arbitraire, jugea l'affaire bien avant d'interroger les inculpés, préférant se référer aux mensonges (de plus en plus gros) du flic, qu'en la parole des cinq anarchistes. Ainsi elle demanda, par exemple, quelle pouvait être la taille des autocollants qu'ils portaient sur eux, question d'une grande importance lorsqu'il s'agit d'entrave à la circulation. Toujours est-il qu'ils ont chèrement défendu leur cause, obligeant le tribunal à repousser les débats au 1^{er} mars, afin d'entendre de visu le représentant des forces de l'ordre. Loin des prétextes de l'accusation, on veut faire payer à ces cinq compagnons, leur présence contestataire du 7 décembre, mais aussi le fait qu'ils soient anarchistes ou anarchosyndicalistes. Si les lois scélérates ne sont plus en vigueur, les scélérats, eux, sont bel et bien en place. Si vous avez ratez les deux premiers épisodes de ce carnaval de Nice, ne loupez sous aucun prétexte, la suite, le 1^{er} mars, devant le tribunal de Nice, à 8 h 30.

Groupe Penser/Agir de la F.A. (Saint-Etienne)

En soutien aux cinq inculpés, vous pouvez envoyer vos dons à : CCP 8 897 05 U.Lyon

À l'ordre de : Chat Niçois Turbulent, c/o C.N.T. salle 15 bis, Bourse du Travail, Cours Victor Hugo, 42000 Saint Etienne

Une librairie anarchiste sur Rouen, ça y est!

ÇA Y EST, LA LIBRAIRIE « L'In-soumise » est ouverte. Un lieu de rencontres et un pôle anarchiste sur Rouen. Le 27 janvier avait lieu son inauguration et le moins qu'on puisse dire c'est que cet événement (très bien annoncé dans la presse locale) a attiré du monde : organisations, voisins... C'est bien simple, la librairie était tellement remplie que les conversations débordaient sur le trottoir et sur la route.

L'après-midi a commencé par un débat avec Claude Guillon qui présentait son livre « Dommages de guerre » (sur la guerre du Kosovo),

suivi d'un pot de l'amitié et s'est terminé par un concert jusque tard dans la nuit.

Ce que l'on peut ressentir de cette première journée (et ça c'est confirmé par la suite) c'est qu'un lieu libertaire, une librairie alternative, était attendu et que le groupe de Rouen semble avoir comblé un manque local. Des militants d'Ecole émancipée ont tenu à apporter leur soutien ce qui nous a fait chaud au cœur. De nombreux contacts ont eu lieu, avec des associations militantes et culturelles et le futur proche s'annonce enthousiasmant pour nos activités.

Il est clair que l'ouverture de ce lieu va entraîner une nouvelle façon de militer puisque ce genre de lieu s'adresse à une population plus large, mais nous savons aussi (c'est déjà le cas) que d'autres personnes vont nous rejoindre.

La suite des événements : vendredi 16 février à 20 h 30, projection du film « Ils vivaient l'utopie », vidéo-débat autour de la guerre d'Espagne, en marge de la sortie du film de J-L Comolli sur Durruti et de la sortie du livre « Mujeres Libres » aux éditions du Monde libertaire.

groupe de Rouen

Le Monde libertaire hors série n°17

Le capitalisme contre le développement durable

- Refondation sociale : mise au pas des chômeurs
 - Précaire : un métier d'avenir
 - L'Université populaire de l'Action des précaires et chômeurs de Dordogne
 - La corruption ou la délinquance des élites
 - Violence scolaire : ne pas se tromper de cible
 - Big Brother est parmi nous
 - Colombie : l'humanitaire, c'est la guerre
 - Qui sème ghbina récolte l'intifada
 - Belgique : parquer avant d'expulser
 - Sida : reprenons le combat
 - Biologie et santé
 - Quelle solidarité avec les « putes » ?
 - L'islam face à la laïcité
 - Bouddhisme : de la soumission à l'oppression
 - Alternative libertaire Belgique
- en kiosque jusqu'au 15 février

Montpellier

Le 8 février à 9 heures, au Peyrou :

A l'Appel de l'UR Sud de la Fédération anarchiste, de l'UR Languedoc-Roussillon de la CNT et du SCALP/No Pasaran 30-34 rassemblement et manifestation de soutien aux personnes ayant participé à la destruction de matériel transgénique au CIRAD : Dominique Soulier, René Riesel et José Bové.

Jeu. 15 et ven. 16 février

Le Comité de soutien aux inculpés de Millau et du Cirad organise diverses manifestations autour du procès : Marché paysan, manif et carnaval le 16 février et divers forums les 15 et 16. Des membres de la F.A. interviendront lors du forum sur la répression dans les mouvements sociaux le 16 février à partir de 10 heures (salle Pitot).

Le jeudi 15 février au soir : débat organisé par la Fédération anarchiste sur les thèmes de la répression des mouvements sociaux et de la lutte anticapitaliste. (lieu et horaire précis à suivre)

Le vendredi 16 février après-midi : La Fédération anarchiste appelle à une manifestation anticapitaliste de soutien aux inculpés de la Confédération paysanne et de l'ensemble du mouvement social (cortège libertaire commun au sein de la manif unitaire). La librairie anarchiste « La mauvaise réputation » sera ouverte toute la journée (sauf pendant la manif).

● A G E N D A

● **vendredi 9 février**

● **LILLE** : Grève régionale des enseignants. **Manifestation à 14 heures**, place de la République.

● **samedi 10 février**

● **LIMOUX** : Exposition photo et conférence à l'initiative du Comité Chiapas Aude à partir de **11 h 30** salle Montecristo (derrière la gare).

● **DEVESSET (07)** : Journée de mobilisation et d'information contre l'usine de traitement des boues à Saint-André en Vivarais à la **salle du lac** : spectacles, concerts.

● **dimanche 11 février**

● **PARIS** : Le Scalp-Reflex organise une projection vidéo de « **Un autre Futur** » de Richard Probst à 17 heures au CIGP, 21ter rue Voltaire.

● **lundi 12 février**

● **CHALONS-SUR-SAONE (71)** : Le groupe la vache noire de la F.A. organise une conférence débat avec Jacques Lesage de la Haye sur le thème des prisons à **20 heures à la Maison des syndicats**.

● **vendredi 16 février**

● **BESANÇON** : Le groupe Proudhon de la fédération anarchiste organise une **soirée poésie** avec Élise Embert à 20 h 30, à la librairie l'autodidacte, 5, rue Marulaz.

● **samedi 17 février**

● **BRUXELLES** : Rencontre-débat « **L'anarchie : un projet de société** » à 15 heures au Centre libertaire, 65, rue du Midi.